Document generated on 06/06/2025 3:50 a.m.

Revue d'histoire de l'Amérique française

BERCUSON, David J., *Fools and Wise Men. The Rise and Fall of the One Big Union.* Toronto, McGraw-Hill Ryerson, 1978. 300 p.

Jacques Rouillard

Volume 33, Number 4, mars 1980

URI: https://id.erudit.org/iderudit/303815ar
DOI: https://doi.org/10.7202/303815ar

See table of contents

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)
1492-1383 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Rouillard, J. (1980). Review of [BERCUSON, David J., *Fools and Wise Men. The Rise and Fall of the One Big Union.* Toronto, McGraw-Hill Ryerson, 1978. 300 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, *33*(4), 587–589. https://doi.org/10.7202/303815ar

Tous droits réservés © Institut d'histoire de l'Amérique française, 1980

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

COMPTES RENDUS

BERCUSON, DAVID J., *Fools and Wise Men. The Rise and Fall of the One Big Union.* Toronto, McGraw-Hill Ryerson, 1978, 300 p.

Il manquait à l'historiographie du syndicalisme canadien une étude de la One Big Union, centrale radicale née dans l'Ouest canadien au lendemain de la Première guerre mondiale. Eh bien, David Bercuson a comblé cette lacune en nous présentant un solide ouvrage, très bien documenté, apportant une heureuse contribution à l'histoire du syndicalisme canadien. Et, ce qui n'est pas sans ajouter à la qualité du volume, celui-ci se lit facilement, l'auteur ayant le don de rendre vivant la narration de son récit.

Ayant moi-même terminé depuis peu une étude sur la Confédération des Travailleurs catholiques du Canada (CTCC), je n'ai pu m'empêcher à la lecture du volume de tracer un parallèle entre les deux organisations, formées à peu près au même moment. Même si les deux centrales se situent idéologiquement aux antipodes, le cheminement de l'une jette un éclairage révélateur sur l'évolution de l'autre. On me pardonnera donc d'utiliser ce procédé pour rendre compte de l'ouvrage de Bercuson.

L'Ouest canadien s'urbanisant et s'industrialisant, du moins dans une certaine mesure, les fédérations internationales se mirent à la tâche de syndiquer les travailleurs comme elles l'avaient fait dans l'Est du pays. Mais la conception du syndicalisme qui animait les internationaux et qu'on désigne habituellement sous l'appellation de "syndicalisme d'affaires" convenait mal aux travailleurs de l'Ouest, d'immigration récente, initiés en Europe aux courants radicaux et nombreux à travailler dans les mines et la forêt. À l'organisation basée sur le métier des syndiqués que leur proposaient les fédérations internationales, ils désiraient plutôt l'"unionisation" par entreprise ou par secteur industriel afin d'accroître leur pouvoir de marchandage avec le patronat, quitte même à y ajouter la grève de sympathie. Selon Bercuson, la masse des travailleurs aspiraient non pas tellement à un renversement du système capitaliste qu'à l'utilisation de nouveaux moyens de pression économique. Et ce fut l'erreur des chefs de la One Big Union que d'avoir négligé ce désir des travailleurs pour leur proposer une organisation hautement centralisée dont les structures ne tenaient pas compte de "l'unionisme industriel". Ambitionnant de renverser le système capitaliste, ces meneurs ont fait de la OBU plus une arme politique qu'économique. Lorsque les militants se sont rendus compte que

la nouvelle centrale leur valait peu d'avantages économiques, ils l'ont abandonnée et ont regagné les syndicats de métier affiliés aux fédérations internationales. L'auteur a soutenu une thèse à peu près semblable dans un autre de ses ouvrages pour expliquer l'échec de la grève de Winnipeg (1919).

Fondée en 1919, la One Big Union comptait l'année suivante, au faîte de sa puissance, 40 000 membres, en très grande majorité dans l'Ouest du Canada. À partir de 1921, le déclin fut rapide, la centrale étant victime, cette année-là, de la crise économique et des erreurs de perspective de ses fondateurs. Au Québec, la OBU n'a reçu l'appui que de deux unités syndicales montréalaises, composées en majorité d'immigrants de fraîche date. Dans l'Ouest, le mouvement perdit graduellement ses membres dans les années 1920, quoiqu'une minorité continua à y adhérer jusqu'en 1956, année où ils joignirent le Congrès du Travail du Canada.

Née aussi à la fin de la guerre, la CTCC a subi les mêmes difficultés que la OBU. Comme cette dernière, elle a été fondée en réaction contre le syndicalisme international dont le clergé désavouait l'idéologie. Comme elle aussi, elle s'est donnée une conception du syndicalisme qui reléguait au second plan l'action économique. La centrale catholique proposait de subordonner la défense des intérêts professionnels des travailleurs à des valeurs d'ordre morale et religieuse alors que la OBU donnait priorité aux objectifs politiques. Alors que la CTCC a montré assez de souplesse pour adapter ses pratiques syndicales à cette réalité, la OBU a manifesté une rigidité qui lui a aliéné la majorité de ses adhérents. S'il est une leçon à tirer de la naissance de ces deux centrales, c'est que le syndicalisme ne doit jamais négliger la défense des intérêts matériels de ses membres.

Les deux centrales sont également nées à un bien mauvais moment, à la veille de la crise de 1921 qui a provoqué une chute dramatique des effectifs syndicaux au Canada. Cette crise qui, pour ainsi dire, a donné un coup mortel à la OBU aurait pu être fatale pour la CTCC, n'eût été le soutien moral et financier du clergé. C'était un avantage énorme que possédaient les syndicats internationaux que de pouvoir passer sans trop de mal les périodes de difficultés économiques, appuyés qu'ils étaient par les ressources humaines et financières considérables des fédérations internationales. Lorsque venait le temps pour les travailleurs de choisir une adhésion syndicale, il n'y a pas de doute que ce facteur comptait pour beaucoup.

Enfin, le dernier parallèle qu'il convient de tracer concerne l'attitude du gouvernement fédéral envers les deux nouvelles centrales. Pour le ministre du Travail de l'époque qui s'était appliqué pendant la guerre à rapprocher les syndicats internationaux du gouvernement, l'idée de mêler le syndicalisme à la religion ou à la politique apparaissait une aberration. Aussi s'est-il employé à combattre l'un et l'autre mouvement, avec plus de succès dans l'Ouest canadien, car, au Québec, la CTCC avait des appuis qu'il valait mieux respecter. Ancien vice-président d'une fédération internationale, le ministre partageait l'idéologie des syndicats internatio-

naux qui tracait une nette séparation entre l'activité économique des syndicats et l'option politique ou les convictions religieuses des syndiqués. Mais, nous semble-t-il, pour les travailleurs à cette époque, qu'ils soient du Québec ou de l'Ouest, ces questions importaient peu; ils attendaient d'abord de leurs syndicats qu'ils améliorent leur sort économique. C'est pour avoir ignoré ce postulat que, selon Bercuson, la OBU a failli à la tâche.

L'explication ne satisfera pas tous les lecteurs, mais elle a la qualité de s'appuyer sur une solide recherche. S'il est un reproche qu'on peut adresser à l'auteur, c'est de rester très descriptif dans son récit; l'analyse se fait rare, sauf en conclusion. On aurait aimé en particulier une analyse plus approfondie de l'idéologie de la centrale et des facteurs à l'origine de son échec. Mais cette lacune est compensée par l'importance de la documentation sur laquelle s'appuie Bercuson. Le talent qu'il a manifesté dans ses trois derniers volumes laisse espérer beaucoup de ce jeune historien.

Département d'histoire
Université de Montréal JACQUES ROUILLARD